

**AUTORISATION DE FONCTIONNEMENT 2023- n°23-133
RELATIF AU CHANGEMENT DE LA CAPACITE D'ACCUEIL ET DE
LA REGLE D'ENCADREMENT DE LA MICRO-CRECHE « LES
PETITS CHAPERONS ROUGES THONON-LES-BAINS LA PRAIRIE »
SISE 6 CHEMIN DE LA PRAIRIE – 74200 THONON-LES-BAINS**

LE DIRECTEUR DE LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DE HAUTE-SAVOIE

Vu le Code de la Santé Publique, notamment les articles L.2324-1 et suivants, et R.2324-16 et suivants,

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment les articles L.214-1 et 7, et D.214-7 et suivants,

Vu la demande d'autorisation formulée par la SAS LPCR GROUPE en date du 05 juillet 2023,

Vu l'autorisation d'ouverture au public délivrée par Monsieur le Maire de la commune de Thonon-les-Bains en date du 29 juin 2021,

Vu la convention à effet du 1er octobre 2022 portant expérimentation de la délégation d'autorisation ou avis de fonctionnement des Etablissements d'accueil du jeune enfant du Département de la Haute-Savoie à la Caisse d'allocations familiales de la Haute-Savoie,

Vu le rapport du professionnel CAF chargé du suivi et du contrôle des Etablissements d'Accueil des Enfants de moins de 6 ans en date du 03 août 2023,

Vu le projet d'établissement en vigueur,

Vu le règlement de fonctionnement de l'établissement en vigueur,

AUTORISE SELON LES ARTICLES SUIVANTS

Article 1 : Monsieur le Gérant de la SAS LPCR Groupe est autorisé à procéder au changement de la capacité d'accueil et de la règle d'encadrement de la crèche collective de type micro-crèche qui devient désormais crèche « Les Petits Chaperons Rouges Thonon-Les-Bains La Prairie » sise, 6 Chemin de la Prairie – 74200 THONON-LES-BAINS, ouverte depuis le 23 janvier 2023.

Cette modification prendra effet à compter de la date de notification de la présente autorisation de fonctionnement, et abroge l'autorisation de fonctionnement n°23-086 du 28 avril 2023.

Article 2 : La capacité d'accueil de l'établissement est fixée à 27 places, pour des enfants âgés de 2 mois et demi à 6 ans.

Les prestations proposées ainsi que l'ensemble des conditions de fonctionnement et, notamment l'accueil des enfants, se feront suivant les jours et heures fixés par le règlement de fonctionnement de la structure.

Article 3 : Conformément à l'article R.2324-27 du Code de la Santé Publique (CSP) : « Dans les établissements d'accueil collectif mentionnés aux 1° et 2° du II de l'article R.2324-17, le nombre maximal d'enfants simultanément accueillis peut atteindre 115 % de la capacité d'accueil prévue par l'autorisation du président du conseil départemental ou figurant dans la demande d'avis qui lui a été adressée, sous réserve du respect des conditions suivantes :

1°- Le taux d'occupation hebdomadaire de l'établissement n'excède pas 100 % de la capacité horaire hebdomadaire d'accueil calculée selon le nombre d'heures d'ouverture hebdomadaire. Les modalités de calcul du taux d'occupation hebdomadaire sont précisées par arrêté du ministre chargé de la famille ;

2°- Les règles d'encadrement fixées à l'article R.2324-43 sont respectées au regard du nombre total d'enfants effectivement accueillis à tout instant ;



21 avenue de Genève
CS 89027
74987 ANNECY CEDEX 9

www.caf.fr



3°- *Le gestionnaire de l'établissement transmet à la demande du service départemental de la protection maternelle et infantile les informations nécessaires au contrôle du respect des dispositions du présent article selon des modalités fixées par arrêté du ministre chargé de la famille ;*

4°- *Le règlement de fonctionnement présente les modalités d'organisation de l'accueil en surnombre dans l'établissement et son articulation avec les projets éducatif et social mentionnés aux 1° et 2° de l'article R.2324-29. »*

Article 4 : Le nombre de places garanties au titre de l'accueil des jeunes enfants des personnes en insertion sociale et professionnelle, conformément aux articles L.214-7 et D.214-7 et suivants du Code de l'Action Sociale et des Familles, ne peut être inférieur à une place par tranche de vingt places d'accueil.

Article 5 : La directrice de l'établissement est Madame Maud BERGER, éducatrice de jeunes enfants - 1 ETP.

Article 6 : Conformément à l'article R.2324-42 du CSP, dans les établissements d'accueil collectif de type crèche, l'effectif moyen annuel du personnel de l'établissement chargé de l'encadrement des enfants « *est constitué de manière à respecter les proportions suivantes en équivalent temps plein :*

1° Pour quarante pour cent au moins de l'effectif, des personnes titulaires du diplôme d'Etat de puéricultrice, des éducateurs de jeunes enfants diplômés d'Etat, des auxiliaires de puériculture diplômés, des infirmiers diplômés d'Etat ou des psychomotriciens diplômés d'Etat ;

2° Pour soixante pour cent au plus de l'effectif, des titulaires ayant une qualification définie par arrêté du ministre chargé de la famille, qui doivent justifier d'une expérience ou bénéficier d'un accompagnement définis par le même arrêté. »

L'effectif du personnel encadrant directement les enfants est d'un professionnel pour cinq enfants qui ne marchent pas et d'un professionnel pour huit enfants qui marchent.

Article 7 : Le gestionnaire s'assure la présence dans l'équipe de l'établissement d'éducateurs de jeunes enfants selon les quotités minimales indiquées dans l'article R.2324-46-3 du CSP.

Article 8 : Conformément aux articles R.2324-39 et R.2324-46-2 du CSP, l'établissement s'assure le concours d'un référent santé et accueil inclusif.

Article 9 : Le fonctionnement de l'établissement doit respecter les dispositions mentionnées dans le projet d'établissement et dans le règlement de fonctionnement. Toute modification relative à un des éléments du dossier de l'établissement doit être portée sans délai à la connaissance de M. le Directeur de la Caisse d'Allocations Familiales par la direction ou le gestionnaire de l'établissement.

Article 10 : Les dispositions de la présente autorisation de fonctionnement peuvent faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

Annecy, le 09 août 2023

Le Directeur de la Caisse d'Allocations Familiales
de Haute-Savoie

Olivier PARAIRE